

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

ACTE D'ENGAGEMENT

Cadre réservé à l'acheteur

Marché n ° _____

NOTIFIÉ LE _____ / _____ / _____

Modalités de notification :

- Remise en main propre le/...../.....
- Lettre recommandée avec avis de réception

A- Objet

Etude sur l'offre d'hébergement temporaire sur le territoire de Bresse Nord Intercom'
Etabli en application de l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
et du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Marché public de prestations intellectuelles passé
en procédure adaptée (art 27 du décret de 2016)

B- Identification du pouvoir adjudicateur

Maître d'ouvrage :

Commune de Pierre-de-Bresse
7, Place de la Mairie
BP 22
71270 PIERRE-DE-BRESSE

Signataire :	Madame le Maire de Pierre de Bresse
Personne habilitée :	Madame le Maire de Pierre de Bresse
Ordonnateur :	Madame le Maire de Pierre de Bresse
Comptable assignataire des paiements :	Monsieur le Trésorier Payeur de Pierre de Bresse

Le présent acte d'engagement comporte 10 pages et annexe(s)

En cas de groupement, cotraitant n°1

Raison sociale :
 Adresse :

 Code postal :
 Bureau distributeur :
 Téléphone :
 Fax :
 Courriel :
 Numéro SIRET (1) :
 N° Reg. com. (1) (2) :
 N° rép. Métiers :
 Code NAF/APE (1) :

Cotraitant n°2

Raison sociale :
 Adresse :

 Code postal :
 Bureau distributeur :
 Téléphone :
 Fax :
 Courriel :
 Numéro SIRET (1) :
 N° Reg. com. (1) (2) :
 N° rép. Métiers :
 Code NAF/APE (1) :

Cotraitant n°3

Raison sociale :
 Adresse :

 Code postal :
 Bureau distributeur :
 Téléphone :
 Fax :
 Courriel :
 Numéro SIRET (1) :
 N° Reg. com. (1) (2) :
 N° rép. Métiers :
 Code NAF/APE (1) :

Cotraitant n°4

Raison sociale :
 Adresse :

 Code postal :
 Bureau distributeur :
 Téléphone :
 Fax :
 Courriel :
 Numéro SIRET (1) :
 N° Reg. com. (1) (2) :
 N° rép. Métiers :
 Code NAF/APE (1) :

- après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés ;
- après avoir rempli la déclaration et fourni les certificats prévus aux articles 48 et 55-IV du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- après avoir remis une attestation sur l'honneur indiquant mon (notre) intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;

Je m'engage (nous nous engageons) sans réserve, conformément aux clauses et conditions des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après,

Je m'engage (ou j'engage le groupement dont je suis mandataire), sur la base de mon offre (ou de l'offre du groupement), exprimée **en euros**.

L'offre ainsi présentée ne lie toutefois le candidat que si son acceptation lui est notifiée dans un délai de **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

(1) Pour les entreprises ou sociétés établies en France.

(2) Pour les entreprises étrangères, numéro et date d'inscription au registre équivalent.

D- Prix

D1- Offre

- Montant total forfaitaire :

Montant hors TVA	..... euros
Taux de TVA de ...% soit un montant de	..... euros
Montant TVA incluse	..... euros

Montant global TTC (en lettres)

.....

- Détail de l'offre :

* Prix de la journée :

Montant hors TVA	..... euros
Taux de TVA de ...% soit un montant de	..... euros
Montant TVA incluse	..... euros

Montant global TTC (en lettres)

* Nombre de journées d'intervention prévues (journées sur le terrain et réunions avec le comité de pilotage) :

.....

* Montant phase 1 : Etat des lieux de l'offre d'hébergement temporaire

Montant hors TVA	..... euros
Taux de TVA de ...% soit un montant de	..... euros
Montant TVA incluse	..... euros

Montant global TTC (en lettres)

.....

* Montant phase 2 : Opportunités et enjeux

Montant hors TVA	..... euros
Taux de TVA de ...% soit un montant de	..... euros
Montant TVA incluse	..... euros

Montant global TTC (en lettres)

.....

*** Montant phase 3 : Préconisations et stratégie de développement**

Montant hors TVA	..... euros
Taux de TVA de ...% soit un montant de	..... euros
Montant TVA incluse	..... euros

Montant global TTC (en lettres)

.....

.....

D2- Prestations sous-traitées désignées au marché

- Les annexes n ° du présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

- Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

- Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :
.....
.....(en lettres).

D3- Prestations sous-traitées envisagées

- En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation au maître de l'ouvrage ; les sommes figurant sur ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Nature de la prestation	Montant (TVA incluse)
.....
.....
.....
Total :

E - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de quatre mois à compter de la réception de l'ordre de service de lancement de l'étude.

F- Paiement

Les modalités de règlement des comptes du marché sont spécifiées au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

F1- Désignation du (des) compte(s) à créditer

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte précisé ci-après :

1^{er} contractant

COMPTE OUVERT AU NOM DE

BANQUE :

DOMICILIATION :

BIC :

NUMERO DE COMPTE AU FORMAT IBAN :

Fournir un RIB original

2^{ème} co-contractant

COMPTE OUVERT AU NOM DE

BANQUE :

DOMICILIATION :

BIC :

NUMERO DE COMPTE AU FORMAT IBAN :

Fournir un RIB original

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

F2- Avance

- Sans objet
- Accepte l'avance (5,00%) prévue au CCAP
- Refuse l'avance prévue au CCAP

Le candidat n'ayant coché aucune de ces cases, ou en ayant coché plusieurs, est réputé renoncer au bénéfice de l'avance.

J'affirme (nous affirmons), sous peine de résiliation de plein droit du marché, ou de sa mise en régie

- à mes / nos torts exclusifs, ne pas tomber
- aux torts exclusifs de la société (ou du groupement économique) pour laquelle j'interviens, que celle-ci ne tombe pas
- aux torts exclusifs des sociétés pour lesquelles nous intervenons, que celles-ci ne tombent pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Je certifie (nous certifions) sur l'honneur, et sous peine d'exclusion des marchés publics, que l'exécution des travaux ci-dessus mentionnés, sera réalisée avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L3243-1, L3243-2, L3243-4 et L1221-10, L1221-13 et L1221-15 du Code du travail (modifié par le décret N° 92-508 du 11 juin 1992).

Enfin, le titulaire du présent marché s'engage à remettre au pouvoir adjudicateur :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code. Cette pénalité est fixée un forfait de **2000 euros**.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Fait en un seul original

A

le

Signature de l'entrepreneur :
Le signataire doit porter
la mention manuscrite
« lu et approuvé »

G- Décision du pouvoir adjudicateur

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

La présente offre présentée pour le lot unique est acceptée, en euros, unité monétaire d'exécution du marché et de tous les actes qui en découlent.

Avec sa solution de base

A, le

Le pouvoir adjudicateur,
Madame le Maire de Pierre de Bresse

H- Créance présentée en nantissement ou cession de créance

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement est de

(en chiffres) euros TVA incluse.

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun.

A, le

Le pouvoir adjudicateur,
Madame le Maire de Pierre de Bresse

Annexe n°.... à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance (1).

- **Marché** : Intitulé : *Etude sur l'offre d'hébergement temporaire sur le territoire de Bresse Nord Intercom'*

Titulaire :

- **Prestations sous-traitées**

Nature de la prestation	Montant TVA comprise
.....
.....
.....

- **Sous-traitant**

Raison sociale :

Adresse :

Code postal :

Bureau distributeur :

Téléphone :

Fax :

Courriel :

Numéro SIRET :

Numéro au registre du commerce :

Ou au répertoire des métiers :

Code NAF :

- **Compte à créditer**

COMPTE OUVERT AU NOM DE

BANQUE :

DOMICILIATION :

BIC :

NUMERO DE COMPTE AU FORMAT IBAN :

Fournir un RIB original

- **Avance**

Sans objet

Accepte l'avance (5%)

Refuse l'avance

Le candidat n'ayant coché aucune de ces cases, ou en ayant coché plusieurs, est réputé renoncer au bénéfice de l'avance.

- **Conditions de paiement du contrat de sous-traitance**

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes : **Conformément au Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics**

Date (ou mois) d'établissement des prix : **Voir CCAP**

Modalités de variation des prix : **Voir CCAP**

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses : **Voir CCAP**

▪ **Autres renseignements**

Personne habilitée :	Madame le Maire de Pierre-de-Bresse
Ordonnateur :	Madame le Maire de Pierre-de-Bresse
Comptable assignataire des paiements :	Monsieur Le Trésorier Payeur de Pierre-de-Bresse

▪ **Acceptation des sous-traitants**

Le représentant du pouvoir adjudicateur accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

Le titulaire responsable,

Le sous-traitant,

A, le

A, le

A, le

Le pouvoir adjudicateur,
Madame le Maire de Pierre de Bresse

(1) Pièces jointes :

- déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 45 de l'ordonnance de 2015.
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant concerné indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L125.1 et L.125-3 du Code du travail.